

L'union sacrée

Pour aider le gouvernement royal à récupérer le Sahara espagnol, enjeu d'une rivalité acharnée entre le Maroc, la Mauritanie et l'Espagne, l'opposition collabore avec Hassan II. L'un des principaux dirigeants de la gauche marocaine, Abderrahim Bouabid, explique ici pourquoi.

■ **Pourquoi la gauche marocaine, en particulier l'U.N.F.P. (1), fait-elle chorus avec le parti de droite de l'Istiqlal et le gouvernement du roi Hassan II contre l'autodétermination du Sahara espagnol ?**

ABDERRAHIM BOUABID : Je ne vois pas pourquoi nous devrions accabler le gouvernement et favoriser l'expansionnisme de nos voisins. Dans l'affaire de l'indépendance de la Mauritanie, nous étions pour l'autodétermination mais c'était un pays dont la population, nombreuse, était, dans le Sud surtout, très différente de la nôtre. Le cas du Sahara est tout autre. Il y a là quarante mille nomades dont vingt mille peut-être en âge de voter, et soixante-dix mille soldats espagnols, trois par électeur. Parler d'autodétermination dans ces conditions est une farce !

■ **Pourtant c'est d'autodétermination que parlaient les Marocains jusqu'à ces derniers mois. Pourquoi ce brusque changement ?**

A. B. — Nous n'avons pas changé. Nous avons toujours été contre le référendum que nous considérons comme une porte ouverte au néo-colonialisme espagnol. C'est le roi qui, finalement, s'est rallié à nos positions. Pourquoi maintenant ? La conjoncture internationale est bonne : le Portugal lâche ses colonies ; en Espagne, on perçoit depuis la mort de Carrero Blanco des indices de changement dans la situation intérieure. Mais c'est surtout la récente décision de Madrid de donner au « Sahara espagnol » l'autonomie interne pour le préparer à l'indépendance qui a obligé chacun à prendre position.

■ **Les énormes gisements de phosphates, deux milliards de tonnes dit-on, ont-ils compté dans l'intérêt accru du Maroc pour le Sahara ?**

A. B. — Absolument pas. Dès 1956, nous faisons valoir nos droits sur le Sahara. Les premiers indices de phosphates n'ont été découverts qu'en 1964. En revanche, l'Espagne a pris position beaucoup plus tard. En 1960, le ministre espagnol des Affaires étrangères me disait encore : « Renoncez définitivement aux deux villes

de Ceuta et Melilla (2), il n'y aura plus de problème au Sahara. » Mais, depuis la découverte des gisements de phosphates, les Espagnols parlent d'indépendance et d'autant plus haut maintenant que les prix viennent de tripler.

■ **Vous êtes d'accord avec le gouvernement pour porter le différend devant la Cour internationale de Justice de La Haye. Qu'en attendez-vous ?**

A. B. — Si l'Espagne accepte de présenter les dossiers avec nous, ce sera assez rapide. En revanche, si elle se refuse, si les procédés légaux échouent, le Maroc sera fondé à employer tous les moyens pour libérer son territoire.

■ **La guerre ? Le rapport de force vous est défavorable, surtout depuis la guerre du Kippour qui vous a coûté des soldats et pas mal d'avions.**

A. B. — C'est vrai. Nous n'avons pas plus de vingt mille hommes alors que l'Espagne peut en mobiliser cent mille. Eh bien, nous serons le petit Viêt-nam contre les Etats-Unis !

■ **Vous fondez vos revendications sur le droit historique. La Mauritanie fonde les**



ABDERRAHIM BOUABID

« Le roi s'est rallié à nos positions »

siennes sur une similarité de langue, de race, de coutumes entre sa population et celle du Sahara espagnol.

A. B. — C'est vrai. La population du Sahara espagnol est une population mauritanienne, le Sahara espagnol étant le nord de la Mauritanie. Mais la Mauritanie faisait partie du Maroc, et ce n'est pas parce que nous avons accepté l'indépendance d'une partie de notre territoire que nous allons le laisser s'effriter totalement. D'ailleurs la Mauritanie peut intervenir à La Haye... si la Cour estime que sa demande est recevable. Les Algériens aussi. Mais je pense qu'ils auront la pudeur de ne pas le faire. Officiellement, ils ne revendiquent pas le Sahara espagnol mais, en demandant son autodétermination, ils favorisent objectivement, même s'ils ne s'en rendent pas compte, les Espagnols.

■ **Les Algériens seraient-ils intéressés par un couloir vers l'Atlantique pour écouler entre**

(2) Villes de la côte marocaine encore sous domination espagnole.

autres choses leur fer de Gara Djebilet ?

A. B. — Mais nous le leur avons proposé depuis longtemps. Nous voulons créer une unité d'exploitation algéro-marocaine. Car, sans le Maroc, l'Algérie ne peut exploiter de façon rentable ce gisement de fer. Les Algériens ne nous ont jamais répondu. D'où l'hypothèse, plausible, que certains milieux algériens — je ne dis pas le gouvernement — préfèrent le maintien de la présence espagnole au Sahara, sous couvert d'autonomie interne, en espérant ainsi obtenir un accès vers l'Atlantique, indépendamment du Maroc. Ce serait un véritable couloir de Dantzig !

■ **Ne pensez-vous pas que l'opposition marocaine s'est fait duper et que l'affaire du Sahara espagnol est avant tout une magistrale opération de politique intérieure ?**

A. B. — On ne peut quand même pas nier qu'il y ait une certaine ouverture envers nous. Le roi avait le choix : ou rester en bons termes avec ses voisins et perdre le Sahara, ou donner des gages à l'opposition et faire autour de lui l'unité nationale. Peut-être a-t-il fait son choix en pensant qu'en cas d'échec il ne serait pas tenu comme seul responsable.

■ **Vous parlez de gages donnés à l'opposition. Le roi vous a, en effet, promis des élections pour octobre 1975. Mais cela fait quinze ans qu'on vous les promet ?**

A. B. — Nous avons eu, c'est vrai, des expériences amères. Mais que faire ? On nous dit que ces élections seront authentiques, nous ne pouvons les refuser à l'avance sous prétexte que d'autres ont été faussées.

■ **Pensez-vous que la monarchie alaouite puisse réellement permettre une démocratisation ?**

A. B. — Je crois qu'elle a compris que, dans la mesure où elle se démocratisera, elle aura plus de chance de se maintenir.

■ **Le roi sourit en parlant d'une opposition marocaine qui l'attaque dans ses journaux, mais qui assiste à ses réceptions ?**

A. B. — Il y a opposition et opposition. L'Istiqlal est une opposition de gens bien élevés. Nous représentons la subversion, parfois uniquement intellectuelle, parfois violente. D'où la répression qui s'abat sur l'U.N.F.P. depuis quinze ans. Nous avons des centaines de camarades en prison.

■ **Avez-vous demandé leur amnistie en échange de votre collaboration sur le Sahara espagnol ?**

A. B. — Nous n'avons rien voulu demander. Mais certains ont déjà été libérés. Le roi hésite à accorder une amnistie générale car il ne veut pas encourager des groupes extrémistes. Et surtout parce que, alors, il serait obligé d'amnistier les militaires responsables des attentats de Skirat et de Kénitra.

■ **Le roi craint-il que l'armée ne tente à nouveau de s'emparer du pouvoir ?**

A. B. — Ce ne serait pas forcément pour le garder... Il y a aussi des « Portugais » dans l'armée marocaine...

Propos recueillis par
KENIZE MOURAD